



SOCIÉTÉ

Universités bloquées : le mouvement va-t-il périr ?

L'intervention policière à Tolbiac porte un coup dur à la contestation, des établissements sont encore fermés.

MARIE-ESTELLE PECH  @MariEstellePech

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Débloquer les universités de Tolbiac et de Strasbourg jeudi et vendredi, Nanterre, Lyon-II ou Paris-IV la semaine dernière : c'est pour Emmanuel Macron l'occasion d'affirmer sa fermeté. Surtout après la mobilisation sociale en demi-teinte jeudi : sur l'ensemble de la France, 119 500 personnes ont manifesté, selon les autorités (300 000 selon la CGT), soit beaucoup moins que lors de la dernière journée de mobilisation des fonctionnaires du 22 mars qui avait rassemblé 500 000 personnes selon le syndicat, 323 000 selon la police.

Emmanuel Macron a expliqué, lors du Conseil des ministres vendredi,

que « le défi pour les prochains jours » dans les universités sera « de permettre la tenue des examens dans de bonnes conditions », a rapporté le porte-parole du gouvernement.

Nanterre à nouveau bloquée

Il a ajouté que d'éventuelles évacuations se décideraient « au cas par cas ». Une intervention policière pourrait ainsi prochainement être programmée pour débloquer le campus principal de Montpellier-III, selon le préfet de l'Hérault.

Le président Macron « a salué le travail réalisé par les forces de l'ordre » à Tolbiac, a également indiqué Benjamin Griveaux, soulignant que l'évacuation de la tour, vendredi matin, s'était faite « dans le calme, avec aucun débordement ». Etat-major de la contestation parisienne mais

surtout point de mire médiatique, Tolbiac commençait à agacer sérieusement jusqu'à l'Élysée. L'abondance de reportages sur ce qui ressemblait à une ZAD anarchiste donnait au fil des jours une impression de laisser-aller des plus désagréables concernant la gestion de la situation par le gouvernement. L'évacuation de cette université, en particulier, porte un coup d'arrêt au mouvement étudiant, aujourd'hui très faible dans la rue. Sans occupations d'universités à mettre sur le devant de la scène, il risque bel et bien de périr. Pourtant, le mouvement est encore loin d'être à l'arrêt selon Lilá Le Bas, la présidente de l'Unef qui, elle, continue à y croire : « Pourquoi sous-estimer ce mouvement alors qu'il mobilise beaucoup plus d'étudiants que pendant la loi travail, il y a deux ans ? »



Pour elle, le choix du gouvernement d'user de la force « ne résoud rien sur le fond et n'étouffera pas le mouvement. Il y a d'autres moyens de se faire entendre ». L'occupation de l'université de Toulouse-Jean-Jaurès, qui concerne beaucoup plus d'étudiants que Tolbiac, se poursuit, de même que celles de Montpellier ou de Rennes-II. Tout n'est pas réglé à Nantes. Poitiers et Rouen sont momentanément fermées sur décision administrative. Quant à Nanterre, l'évacuation a été contre-productive puisque le site est à nouveau bloqué. De même, les Sciences Po de Paris, Rennes et Lille étaient de nouveau bloqués vendredi, certains partiellement, par des étudiants. Comme lors de la première occupation en début de semaine, le bâtiment principal de Sciences Po, situé dans le très chic

VII^e arrondissement de Paris, a été fermé par la direction. Sciences Po Rennes était également fermé vendredi pour la deuxième journée consécutive. « Les étudiants bloquent les entrées, les personnels ne peuvent pas accéder à leur bureau », a déclaré la chargée de communication de l'école. Selon elle, une cinquantaine d'étudiants sont mobilisés et un amphithéâtre est occupé depuis mardi soir. Plus au nord, à Lille, l'IEP était partiellement bloqué, l'entrée principale étant obstruée avec des pancartes « Dialogue social, illusion patronale. » Au retour des vacances parisiennes, une manifestation est programmée le 2 mai. L'attitude des lycéens, jusque-là très calme, sera scrutée avec attention... ■

+  Lire aussi [PAGES 15 ET 16](#)